

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 112, n° 1 (1971), p. 67-76

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1971__112_1_67_0

© Société de statistique de Paris, 1971, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

BIBLIOGRAPHIE

- L. S. SAVAGE (and Others), *The foundations of statistical inference*, 1 vol. 112 pages (2^e édition) Methuen et Co (Londres) 1970.

Depuis une dizaine d'années la notion de probabilité subjective a donné lieu à un nombre important de prises de position et de controverses de la part des plus éminents statisticiens. Le rôle de Savage dans la présentation abstraite de ce concept a été particulièrement importante dès 1954, mais depuis Savage s'est appliqué à montrer que ce concept devait permettre d'être la base d'importants progrès en statistique appliquée, particulièrement en ce qui concerne les tests, montrant que l'activité intellectuelle du statisticien dépend nécessairement d'un jugement subjectif aussi bien dans la planification des expériences que dans l'analyse des résultats, et qu'en particulier le principe de vraisemblance découle directement aussi bien du théorème de Bayes que du concept de probabilité subjective.

Ce sont ces idées que Savage a développées lors d'une conférence organisée à Londres en 1959, en se référant à de nombreux travaux antérieurs et en particulier à la fameuse controverse entre Fisher et Neyman-Pearson.

La première partie de cet ouvrage présente une version, étendue à posteriori de l'exposé de Savage.

Dans la seconde partie on trouvera les contributions préparées à l'avance, d'après le texte initial de Savage par un certain nombre de statisticiens : M.S. Bartlett, G.A. Barnard, D.R. Cox, E.S. Pearson, C.A. Smith.

La troisième partie est un compte rendu exhaustif de l'importante discussion qui a suivi les exposés précédents, discussion à laquelle ont participé, en plus des auteurs précédemment cités, quelques autres statisticiens : H. Ruben, Good, Lindley, Armitage, Winsten, Van Rest, Jenkins et qui est suivie d'une importante conclusion de Savage insistant sur la nécessité de tenir compte des probabilités subjectives dans tout problème de statistique inductive.

Conférences et discussions, qui laissent sans solution formelle un problème philosophique toujours remis sur le chantier, mais d'une lecture passionnante pour tous ceux qui s'intéressent à la statistique qui ne saurait être réduite à une technique ou à une branche des mathématiques.

E. MORICE

- GALLAIS-HAMONEAU (Georges), *Les Sociétés d'investissement à capital variable (SICAV)* : 1 vol. 256 pages, Coll. Sup, Presses Universitaires, Paris, 1970; GALLAIS-HAMONEAU (Georges) et GALLAIS-HAMONNO (François), *La Supériorité de la gestion collective de l'épargne mobilière, analyse méthodologique et application aux SICAV* : extrait de la Revue *Consommation*, centre de recherches économiques, PARIS, 1970.

La publication dans notre Journal du texte de la récente et intéressante communication de notre Collègue (1970, pp. 6-22) rend quasi-inutile le recensement détaillé du premier de ces livres. Néanmoins il convient de signaler que cet ouvrage condense remarquablement tout ce qu'on doit savoir de cette nouvelle institution.

L'opuscule qui vient d'être publié est pour ainsi dire une nouvelle version de la recherche dont les résultats ont été relatés dans la communication précitée. Il s'agit surtout de montrer que la gestion collective de l'épargne mobilière — et c'est la caractéristique de la SICAV — est, toutes choses égales, infiniment supérieure à la gestion individuelle de l'épargnant. « La gestion par des

spécialistes, estiment les auteurs, offre une forte probabilité de « battre les marchés » et de faire fructifier efficacement l'épargne tout en contribuant à la croissance économique du pays et, donc, au bien-être de tous les Français ». A première vue, la tentative est de la nature de la pétition de principe : il serait paradoxal que les résultats de la gestion des spécialistes soient inférieurs à ceux obtenus par le profane. Toutefois le recours à la mesure statistique (combinaison du test de Cochran et du test des signes) montre bien que la démonstration n'est pas superflue dans la mesure où elle introduit une notion originale de « référence ».

Mais ceci posé, d'autres problèmes plus généraux devront être posés. Que penser de la multiplication des SICAV dans notre pays? Dans son compte-rendu pour 1969, le Conseil National du Crédit note que huit sociétés de ce type ont été créées en 1969, portant leur nombre à 30, dont l'actif se totalise par 9,6 milliards de francs. Cette prolifération n'a-t-elle pas un caractère inflationniste, les méthodes de placement à domicile (le porte-à-porte) risquant d'aggraver la situation. Tel, le « sicavien » ne va-t-il pas se désintéresser de la vie financière des sociétés à laquelle il ne participe plus qu'indirectement?

De bons esprits se préoccupent en outre de l'éventuel comportement des porteurs de ces titres dans l'hypothèse d'une crise aiguë de la Bourse. Si la vogue des SICAV se perpétue (plus de 3 milliards ont été recueillis en 1969 — contre 1,9 en 1968), quel sera l'impact de cette mutation sur le marché des valeurs mobilières, l'une des caractéristiques prévalantes de ce marché n'est-il pas l'atomicité, outre la transparence? Qu'on ne compare pas en l'espèce le marché de Paris avec celui de New-York; ils n'ont aucune commune mesure. Le problème a été récemment évoqué au Sénat; il faudra bien le poser dans toute son ampleur un jour venant.

En tout état de cause, les ouvrages sous revue constituent des exposés fondamentaux sur cette institution des SICAV. On ne saurait trop en recommander la lecture.

Charles PENGLOU.

LAMBERT (Denis-Clair), *Terminologie économique et monétaire; Lexique français-anglais; Initiation économique* : 1 vol. 328 pages, Éditions Économie et Humanisme, Les Éditions ouvrières, Paris 1970.

A la pénurie d'informations a succédé, depuis quelques années, une pléthore documentaire de tous ordres, où le bon grain est difficilement séparable de l'ivraie. Tant et si bien que la tâche de l'observateur est actuellement d'écarter de ce magma d'informations les éléments essentiels et perdurables.

Aussi ne peut-on que se féliciter de voir des auteurs procéder à un élagage devenu indispensable. En matière de statistique, nous avons à notre disposition l'ouvrage de notre Collègue E. Morice (Dunod, 1968); les économistes disposent maintenant du Dictionnaire de science économique d'Alain Cotta (Mame, 1968) et, depuis quelques mois, du livre sous revue.

La première partie en est constituée par une énonciation des sigles les plus utilisés et d'un excellent vocabulaire français-anglais. La seconde énumère et résume les grands rapports d'experts, qui relatent les étapes les plus caractéristiques de l'évolution monétaire et financière internationale. Suit la liste des principaux programmes économiques (plans Dawes, Keynes). Est présentée une bibliographie où se trouvent consignés les ouvrages les plus essentiels. On se reportera fréquemment à une précieuse chronologie 1919-1969. Le vocabulaire qui suit (anglo-français) rendra les plus grands services.

Tel est, trop brièvement signalé, ce compendium qui a sa place toute indiquée sur la table de travail de l'économiste (et il sera aussi fort utile au statisticien).

Charles PENGLOU

LAUZEL (Pierre), avec la collaboration de G. Mussier, *Lexique de la Gestion*, 1 vol. 237 pages, Entreprise Moderne d'Édition, PARIS, 1970.

Dans son avant-propos, l'auteur informe ses lecteurs qu'ils seront bien avisés de se reporter à des lexiques spécialisés, notamment en matière de statistique. Recommandation opportune, certes, encore que nombre de mots du recueil sous revue présentent d'excellentes définitions (rele-

vant, notamment, de notre discipline). A titre d'exemple, on peut citer l'article *Bilan croisé* (ce tableau qu'on présente sous forme d'une matrice carrée, cf. pp. 138 sqq.) et dont un commentaire a été publié jadis par la Revue d'Économie politique, dû à notre Collègue M. Jean NATAF. Comment ne pas citer encore la *covariation*, les *écarts*, l'*élasticité*, la *fréquence*, la *courbe de Gauss*, les *graphiques*, la *médiane*, les *moyennes*, la *distribution de Poisson*, les *séries chronologiques*, etc. Ces articles ne sont en rien, et ils n'ont pas la prétention de l'être, des petits traités; implicitement, ils se réfèrent à des dictionnaires de haute spécialité, tel celui de E. Morice, publié sous les auspices de notre Société, par Dunod en 1968.

En définitive, ce nouveau lexique contient tous les termes et expressions utilisés à notre époque par les économistes d'entreprise. L'ayant sous la main, ils y recourront fréquemment toutes les fois qu'un besoin sémantique se manifesterait au cours de leurs travaux.

Charles PENGLAOU

PENGLAOU Charles, « De quelques Particularités bancaires », extrait de la *Revue d'Économie politique*, septembre-octobre 1970, pp. 786-794, Paris, Sirey.

Dans sa Chronique parue ici-même et rédigée dès les premiers mois de 1970 (Journal avril-juin 1970, pp. 103-113), l'auteur avait exposé les principaux développements en France du crédit et de ses institutions. Il ne disposait à l'époque que de quelques sources d'information. En août de la même année il a pu exploiter les documents officiels récemment parus. L'article sous revue apporte de nouvelles précisions sur le déroulement de la conjoncture bancaire. Ce faisant, l'auteur ne laisse pas de souligner en quoi certaines initiatives des autorités monétaires n'ont pas réalisé l'objectif que se proposaient leurs promoteurs.

FERAUD (L.), ex-actuaire du Bureau international du travail, Professeur honoraire à l'Université de Genève, Conseiller technique de l'Association internationale de la Sécurité sociale. — *L'économie de la Sécurité sociale. Le rôle de l'actuaire*. 1 vol., 80 pages, Dunod, Paris, 1970.

La planification économique de la Sécurité sociale est une des préoccupations majeures des gouvernements, des administrateurs, des employeurs et aussi des assurés sociaux. Elle repose essentiellement sur une confrontation des recettes et des dépenses et, pour cela, fait appel — surtout pour les risques à lointaine échéance en particulier pour les retraites et les pensions de veuves et d'orphelins — aux techniques de l'actuaire. Pour certains, celui-ci est la « bête noire » en qui réside le principal obstacle au progrès social.

En un langage accessible à tous, cet ouvrage démythifie le rôle de l'actuaire sans l'amoindrir ni l'exagérer. Ne comportant aucun symbole, sa lecture ne présuppose aucune connaissance mathématique : elle s'adresse à toute personne ayant (ou désirant acquérir) quelques notions soit théoriques, soit pratiques de la structure et du fonctionnement de l'une des multiples institutions qui organisent et gèrent la prévoyance tant individuelle que collective.

Il y est montré comment, à l'issue de la seconde guerre mondiale, l'extension des assurances sociales en sécurité sociale a conduit les actuaires à élargir leurs concepts, à repenser leurs théories sans toutefois renoncer aux principes fondamentaux sur lesquels reposent les méthodes classiques.

L'auteur, qui bénéficie d'une longue expérience des conférences, commissions, réunions internationales sur les différents aspects de la Sécurité sociale, était bien placé pour exposer les problèmes en un langage clair, en recourant à la terminologie en usage dans les assemblées internationales.

L'Académie des sciences a décerné à l'auteur le Prix Montyon de statistique en 1969.

AGARD (Jean). — *Rationalisation des choix budgétaires*. 1 vol., 216 pages. Dunod, Paris, 1970.

Constitué par une série d'articles de représentants de l'administration et d'entreprises, ce livre résume les réflexions d'un groupe de travail de la section Recherche opérationnelle de l'AF CET sur la Rationalisation des choix budgétaires. L'introduction, de M. Valéry Giscard d'Estaing, situe

dès l'abord l'importance, pour la vie économique française, de la mise en œuvre de cette nouvelle technique. En effet, la R. C. B. ou rationalisation des choix budgétaires est la version française du Planning Programming and Budgeting System américain, lancé en 1961 par M. Mac Namara. Elle consiste à préciser les objectifs poursuivis, à inventorier tous les moyens de les atteindre, à recenser les critères de choix, puis à traduire en budgets détaillés les actions décidées. Elle prolonge ainsi les procédures anciennes du Plan français et les techniques de la Recherche opérationnelle. Depuis trois ans la R. C. B. pénètre dans les administrations et les grandes entreprises françaises.

Les premiers articles rapportés au début de cet ouvrage, qui vient de paraître chez Dunod, expliquent à travers des expériences déjà pratiquées en France, ce qu'est la R. C. B., son esprit et ses méthodes. Les exposés suivants montrent dans quels domaines et selon quelles procédures la R. C. B. peut être utilisée : mesure de la productivité globale des facteurs, étude pilote de la sécurité routière, modèles d'entreprise, choix en avenir partiellement incertain. Cet ensemble de documents tend à prouver — comme le démontre dans sa conclusion M. Cot, directeur général d'Air France — que la R. C. B. est une technique non seulement à l'usage des gouvernements et des administrations, mais qui doit également se développer dans l'entreprise.

Les cadres supérieurs de l'entreprise et les hauts fonctionnaires du gouvernement et de l'administration trouveront dans cet ouvrage le premier exposé pratique sur cette question. Il s'adresse également aux étudiants de fin de licence sciences économiques.

KAUFMANN (A.), Professeur à l'Institut polytechnique de Grenoble, Conseiller scientifique à la Compagnie Bull General Electric. — *Méthodes et modèles de la recherche opérationnelle. Les mathématiques de l'entreprise*, tome I, 1 vol., 558 pages, 2^e édition; tome II, 564 pages, 2^e édition. Dunod, Paris, 1970.

De nombreux ingénieurs, des organisateurs-conseils, des experts-comptables n'ont pu consacrer un temps suffisant aux études mathématiques. Spécialiste bien connu, A. Kaufmann, a estimé que les méthodes employées par les spécialistes de la recherche opérationnelle trouveront des applications de plus en plus nombreuses dans la mesure où les cadres de l'industrie, du commerce et des administrations auront pris conscience de leur intérêt; ce sont ces méthodes qu'il présente dans un ouvrage dont le premier tome vient d'être réédité par Dunod dans la collection « L'économie d'Entreprise ».

Tout en utilisant les mathématiques, il y évite les développements trop compliqués et souvent inutiles pour ceux qui ne se destinent pas aux recherches approfondies des ingénieurs économistes et des analystes.

La première partie de ce livre traitée d'une façon très concrète, et présentant de nombreux cas réels et de structures, se rapporte à la description de modèles. A l'aide d'exemples numériques que l'on peut suivre le crayon à la main pour vérifier ce qui est compris, le lecteur qui n'est pas allé très loin en mathématiques, ou qui les a oubliées, peut apprendre comment ont été étudiés de nombreux problèmes d'organisation ou d'économie appliquée.

Dans la deuxième partie, correspondant à la première, chapitre par chapitre et section par section, on retrouve les méthodes mathématiques détaillées, les démonstrations, les algorithmes et tout ce qui peut satisfaire la curiosité de ceux qui ont une culture mathématique plus élevée. La connaissance des méthodes analytiques et des divers procédés de simulation à l'aide des calculateurs électroniques doit pouvoir apporter des informations à tous ceux qui s'intéressent à la gestion scientifique.

Quand on parle de mathématiques appliquées, il ne faut plus penser seulement à la physique, mais aussi à l'organisation, à l'économie, aussi bien à la biologie qu'à la psychologie et, demain, à presque toutes les sciences humaines. Le lecteur devrait en être convaincu après la lecture de ce livre.

DEGAND (J.). — *Les sociétés d'investissement mobilières et immobilières. Les S. I. C. A. V.* 1. vol., 320 pages. Dunod, Paris, 1969.

Créées pour donner au capitalisme une base plus élargie et aussi plus populaire, les sociétés d'investissements sont généralement mal connues du public.

Dans le présent ouvrage, récemment paru chez Dunod, Jean Degand tente d'informer tout ceux que la conception originale de ces sociétés intéresse.

Après une étude des expériences faites en Grande-Bretagne, aux U. S. A., en Suisse, au Japon, ce livre aborde le programme français proprement dit.

En complément d'une étude des textes, tous les éléments particuliers à ces sociétés sont examinés : fonctionnement des fonds en général; création et analyse générale des programmes français; statuts, composition des portefeuilles, administration, régime fiscal; influences des sociétés d'investissement sur les marchés financiers et dans l'économie en général.

On trouvera également une étude sur les sociétés immobilières d'investissements :

- origine des décisions gouvernementales;
- sociétés conventionnées;
- analyse générale.

Enfin, l'auteur examine les principaux éléments de la vie active de soixante-cinq sociétés : portefeuille, rentabilité, rendement, avec une étude particulière sur la création, la composition de leurs conseils et la connaissance des groupes financiers qui les concernent soit :

- vingt-deux sociétés d'investissement à capital fixe;
- vingt-sept S. I. C. A. V.;
- seize sociétés immobilières d'investissement.

Ce livre devrait intéresser tous les professionnels, chefs d'entreprise et des services sociaux, épargnants qui ont à traiter des problèmes de placement de fond, qu'ils agissent à titre personnel ou pour des institutions, des incapables, des plans d'épargne d'entreprises.

TUROT (Paul). — *Les entreprises publiques en Europe*. 1 vol., 120 pages. Dunod, Paris, 1970.

Le grand rôle que doivent jouer les entreprises publiques dans la réalisation d'une politique communautaire rend d'actualité un examen bref, mais complet, des caractéristiques du secteur public dans les pays de la C. E. E. et dans deux autres pays importants : la Grande-Bretagne et la Suède.

L'auteur s'est efforcé dans tous les cas de bien montrer dans quels contextes historique, politique et conjoncturel, se sont développés, sans beaucoup de cohérence, les secteurs publics nationaux, en distinguant toujours soigneusement le secteur public à caractère financier et le secteur public autre que financier, car l'impact du secteur public financier, moins perceptible, est souvent plus efficace et important que l'impact du secteur public non financier.

Paul Turot a également tenu compte des développements dans les différents pays tendant à la « privatisation » ou, au contraire, à l'extension des nationalisations, et s'est efforcé de montrer le rôle, beaucoup plus important qu'en France, des entreprises publiques dépendant des collectivités régionales ou locales.

L'auteur termine sa description par pays par un examen de la situation des entreprises publiques à l'égard du traité de Rome, compte tenu de la méfiance d'origine des rédacteurs du traité et, aujourd'hui, de la confiance que leur accorde la Commission des Communautés européennes, pour jouer un rôle moteur dans un programme communautaire de développement et dans l'extension des marchés financiers. L'impact essentiel des entreprises publiques sur l'économie résulte, en effet, de leurs considérables besoins en financement puisque leurs investissements sont le plus souvent des investissements lourds d'infrastructure à rentabilité lointaine et diffuse.

Au total, l'étude de M. Turot intervient au moment, comme l'a écrit M. Masse, où « l'entreprise publique tirera parti certes de l'Europe; elle est aussi la condition de la croissance de l'Europe ».

DUBOS (J.), Directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique, Chargé d'enseignement à l'Université et à l'E. N. S. agronomique de Montpellier. — *Statistique descriptive en science économique*. Programme de 1^{re} année d'études en sciences économiques. Préface de H. GUIRTON, Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris. 1 vol., 424 pages, Dunod, Paris, 1970.

Véritable initiation à l'utilisation de la statistique, cet ouvrage, qui vient de paraître chez Dunod, présente aux économistes une méthode essentielle dans l'ensemble des techniques utilisables

en recherche économique. L'exposé de ces techniques fait l'objet d'un premier titre, consacré à l'étude comparée des différentes méthodes : historique, monographique, statistique et comptable, ce qui permet d'apprécier la place et l'importance de la statistique dans les approches systématiques de faits d'observation.

Des résultats expérimentaux sont ensuite présentés sous forme de tableaux et graphiques; ils donnent un aperçu aussi complet que possible des problèmes posés par l'emploi des diagrammes pour la représentation de phénomènes économiques et pour leur comparaison, tant en ce qui concerne les séries de fréquences que les séries chronologiques.

Les chapitres suivants sont relatifs au traitement de l'information statistique, lorsqu'elle porte sur des phénomènes mesurables, dont elle facilite la description et la présentation synthétique.

Aussi cet ouvrage, dans lequel les parties théoriques sont complétées par de nombreux exercices corrigés, rédigés en partant des résultats de recherches réellement effectuées, devrait-il constituer un tableau des techniques de description de faits économiques, sans recours au calcul des probabilités. Il apporte une documentation substantielle sur les méthodes de mise en ordre de l'information et accorde une attention toute particulière à l'étude des relations entre variables, qui est une première mise en contact du lecteur avec les modèles économétriques.

Conforme au programme de première année de licence ès-sciences économiques et ne nécessitant pas, pour être lu, un niveau mathématique supérieur à celui d'un baccalauréat scientifique, le présent ouvrage s'adresse donc aux étudiants en sciences économiques abordant leurs études universitaires, à ceux des écoles supérieures de commerce, ainsi qu'aux élèves des grandes écoles et aux ingénieurs désireux de se recycler.

LEE (A.-M.), Directeur de la recherche opérationnelle Air-Canada. — *Les files d'attente. Théorie et applications*. Traduit de l'anglais par C. MORIN, Ingénieur E. C. P. 1 vol., 304 pages. Dunod, Paris, 1970.

Que ce soit dans la vie industrielle ou dans la vie quotidienne, il devient de plus en plus difficile à l'homme moderne d'éviter une participation involontaire aux processus de files d'attente : pour acheter un timbre-poste ou un billet d'avion, il est presque toujours inévitable de faire la queue, pour obtenir une ligne téléphonique, il faut bien souvent composer plusieurs fois le même numéro, etc.

Or, si la théorie des files d'attente a donné lieu à des nombreux travaux de recherche mathématique, conduisant à l'élaboration de modèles symboliques des processus d'attente, les résultats expérimentaux et les applications des théories existantes sont encore trop peu connus.

Le présent ouvrage, récemment paru chez Dunod, dans la collection « Initiation aux nouveautés de la science », est, au contraire, résolument consacré aux applications pratiques de la théorie des files d'attente.

Après un bref exposé des modèles théoriques les plus utiles, l'auteur présente en effet de nombreuses études de cas, tirés en grande partie du domaine des transports aériens et civils qu'il a lui-même expérimentés. Il montre comment peuvent être abordés les problèmes réels et de quelle manière ils peuvent être résolus.

Contenant des données pratiques précises et illustré de nombreux abaques, ce livre, dont la lecture nécessite des notions sur le calcul des probabilités, la statistique mathématique et les transformations de Laplace, devrait être un utile instrument de travail pour les ingénieurs praticiens et les techniciens supérieurs de la recherche opérationnelle, les organisateurs et les services des méthodes. Il devrait intéresser également les étudiants et les élèves-ingénieurs orientés vers la recherche opérationnelle, l'engineering et la gestion.

V

**PUBLICATIONS REÇUES
PAR LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS
du 1^{er} octobre au 31 décembre 1970**

PUBLICATIONS ANNUELLES ET AUTRES PUBLICATIONS OFFICIELLES

ALGÉRIE			
Annuaire statistique	1966-67	1 vol.	
ARGENTINE			
Statistiques de l'éducation	1970	1 vol.	
COTE D'IVOIRE			
Situation économique de la Côte d'Ivoire	1968	1 vol.	
CUBA			
Compendium de statistique	1968	1 vol.	
DANEMARK			
Causes de décès	1968	1 vol.	
Statistiques criminelles	1968	1 vol.	
ÉTATS-UNIS			
Statistical abstract	1970	1 vol.	
FINLANDE			
Administration des Postes et Télégraphes	1969	1 vol.	
Statistiques des banques d'épargne	1969	1 vol.	
Éducation secondaire	1968-69	1 vol.	
FRANCE			
<i>Ministère de l'Économie et des Finances</i>			
Statistiques des causes de décès — Aperçu rétrospectif	1950-67	1 vol.	
<i>Ministère de l'Équipement et du Logement</i>			
Emploi du parc des tracteurs routiers — Enquête du 6 au 12 juin 1969		1 vol.	
Annuaire statistique des transports — Résultats 1969		1 vol.	
<i>Direction Générale des Douanes et droits indirects</i>			
Données statistiques essentielles sur le commerce extérieur de la France	1969	1 vol.	
Actes du quatre-vingt-douzième Congrès National des Sociétés Savantes (Strasbourg et Colmar 1967) :			
Tome I — L'élevage — Démographie — Insurrections populaires		1 vol.	
Tome II — Le Commerce et l'Industrie		1 vol.	
Tome III		1 vol.	
GRANDE-BRETAGNE			
Annuaire de l'Institut des Actuaire	1970-71	1 vol.	
GRÈCE			
Rapport de la Banque hellénique de développement industriel	1969	1 vol.	
INTERNATIONAL			
<i>Nations Unies</i>			
Bulletin économique pour l'Europe — vol. 21, n° 1		1 vol.	

Office statistique des Communautés européennes

Annuaire statistique — République du Niger	1959-66	1 vol.
Annuaire statistique — Sénégal, Togo, Cameroun, Tchad, R. C. A., Gabon, Congo	1967-69	1 vol.
Rapport au Conseil et à la Commission (Rapport Werner) Institution par étapes de l'Union économique et monétaire		1 vol.
<i>Communauté européenne du charbon et de l'acier</i>		
Les actions de la Commission dans le domaine social en 1969		1 vol.

ROUMANIE

Annuaire statistique	1969	1 vol.
Annuaire statistique	1970	1 vol.

SUÈDE

Annuaire statistique	1970	1 vol.
Budget	1969-70	1 vol.
Impôts indirects	1969	1 vol.
Comptes financiers des entreprises commerciales	1968-69	1 vol.
Comptes financiers des entreprises industrielles	1968-69	1 vol.
Investissements de l'industrie suédoise d'après l'enquête de mai 1970		1 vol.
L'Économie suédoise — automne 1970		1 vol.
Statistiques de l'énergie électrique	1969	1 vol.
Industrie	1968	1 vol.
Population au 31-12-1969		1 vol.
Mouvements de population — Part. 2	1968	1 vol.
Enquête sur l'assistance sociale de mai 1968		1 vol.
Personnel des municipalités — Part. 1 et 2	1968-69	1 vol.
Fonctionnaires et employés des services d'État	1968	1 vol.
Salaires — part. I — Travailleurs des mines et manufactures, employés des commerces de gros et de détail	1969	1 vol.
Salaires horaires des travailleurs des mines et des manufactures	1969	1 vol.
Salaires — part. 2 — Travailleurs de l'agriculture, de l'industrie, etc.	1968	1 vol.
Annuaire statistique de l'agriculture	1970	1 vol.
Service de santé des Forces armées	1968	1 vol.

SUISSE

Finances et impôts de la Confédération, des cantons et des communes	1968	1 vol.
Subventions fédérales et parts des recettes fédérales revenant aux cantons	1969	1 vol.
Recensement fédéral de l'agriculture au 30-6-1969 : 1 ^{re} partie — Utilisation du sol	1969	1 vol.
Annuaire statistique de la ville de Zurich	1969	1 vol.
Les étudiants des hautes écoles suisses — semestre d'hiver 1968-69		1 vol.

ISRAËL

Annuaire statistique	1970	1 vol.
----------------------	------	--------

ITALIE

Annuaire de statistique démographique — Vol. XVII	1967	1 vol.
Compendio statistico italiano	1970	1 vol.

LUXEMBOURG

L'économie luxembourgeoise en 1968 et 1969		1 vol.
--	--	--------

NORVÈGE

Statistique des impôts	1968	1 vol.
Produit mensuel du commerce de gros et de détail au 1 ^{er} mars 1970		1 vol.
Commerce extérieur — Vol. II	1969	1 vol.
Annuaire statistique des télécommunications	1969	1 vol.
Statistiques de l'électricité	1969	1 vol.
Statistiques de la construction	1969	1 vol.
Organismes financiers	1969	1 vol.
L'Assemblée des dirigeants des Offices statistiques nationaux des Pays nordiques en juin 1970		1 vol.
Statistique des forêts	1969	1 vol.
Transports réguliers par route	1969	1 vol.
Statistiques de l'organisation corporative et de prévoyance	1969	1 vol.
Statistiques de l'éducation — candidats aux examens	1968	1 vol.

PÉROU

Rapport de la Banco Central de Reserva del Peru	1969	1 vol.
---	------	--------

PORTUGAL		
Statistiques industrielles	1969	1 vol.
Statistiques agricoles	1969	1 vol.
Statistiques de la pêche	1969	1 vol.
Statistiques régionales	1970	1 vol.
Statistiques de la santé	1969	1 vol.
Annuaire statistique — Vol. 1 — Continent et îles adjacentes	1969	1 vol.
TUNISIE		
Annuaire statistique	1968	1 vol.
L'Économie de la Tunisie en chiffres	1969	1 vol.
Recensement des activités industrielles — résultats 1968		1 vol.
La consommation et les dépenses des ménages	1965-1968	1 vol.

Principaux articles de méthodologie statistique ou de présentation de résultats et d'études économiques parus dans les publications de l'I. N. S. E. E.

Octobre à Décembre 1970

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUE

N° 9 — Septembre 1970

Statistiques rétrospectives
— Recettes budgétaires de 1965 à 1969.

N° 10 — Octobre 1970

- Indices révisés de la production industrielle, base 100 en 1962. Année 1969.
- Indices des prix des transports S. N. C. F., base 100 en 1949.
- Indices des prix des chambres et des repas dans les hôtels et restaurants de tourisme calculés par dépouillement d'un guide touristique.

N° 11 — Novembre 1970

- Statistiques rétrospectives
- Les nouveaux indices des prix de gros, base 100 en 1962, produits énergétiques et produits industriels — Nouveaux indices de 1962 à 1969 — Coefficients de raccordement aux indices antérieurs.
 - Monnaie — Crédit de 1960 à 1969, séries corrigées des variations saisonnières.

ÉCONOMIE ET STATISTIQUE — REVUE MENSUELLE

N° 16 — Octobre 1970

- Robert Joly 1908-1970.
- Perspectives 1980 de population active dans le Marché commun et les principaux pays industriels, par Hubert d'Hérouville.
- Les changements d'affection et l'amélioration des logements de 1962 à 1967, par Jean-Louis Bodin et Nicole Seligmann.
- Répartition et évolution des revenus fiscaux des ménages, par Gaston Banderier.

Chroniques

- Sur trois colonnes :
 - Les ménages et la voiture particulière, 15 millions d'automobiles en 1975.
 - La productivité du travail dans les pays de l'Est : l'exemple de la Hongrie.
- Régions :
 - L'évolution de l'emploi dans les régions d'après les recensements de 1954, 1962, 1968.
 - Aquitaine 1962-1968 : migrations entre activités.

N° 17 — Novembre 1970

- Les déplacements domicile-travail, par André Villeneuve.
- La balance commerciale déficitaire des biens d'équipement mécaniques, par Paul Laffont.

Document

- Principales hypothèses économiques pour 1971.

Chroniques

- Organismes :
 - Le renforcement des statistiques fédérales aux États-Unis.
 - Le recensement démographique de l'Allemagne fédérale.
- Régions :
 - Classification des exploitations agricoles suivant leur chiffre d'affaires.
- Sources :
 - La conjoncture à l'étranger.

N° 18 — Décembre 1970

- Les jeunes dans la vie active, par Claude Delcourt.
- Les entreprises des industries mécaniques et électriques, par Michel Hébert.

Document

- Les comptes trimestriels 1963-1969.

Chroniques

- Sur trois colonnes :
 - La demande de viande s'accroît inégalement.
 - Les effets de la grande panne de courant à New-York (1965).
- Question :
 - Les nomenclatures d'activités et de produits.
- En collection :
 - Un progrès sensible dans la connaissance des emplois.
 - Les réalités régionales chiffrées en un ouvrage.
- Sources :
 - Les principales statistiques sur l'emploi disponibles en France.
 - Selexport : données micro-économiques sur le commerce mondial.

LES COLLECTIONS DE L'I. N. S. E. E.

Série D (Démographie et emploi)

- N° 9 — Structure des emplois au 1^{er} janvier 1969.

Série E (Entreprises)

- N° 6 — Les indices des prix de gros, base 100 en 1962, par Jean Guet.

Série M (Ménages)

- N° 5 — Projection de la consommation alimentaire pour 1975, par Annie Fouquet.
 N° 6 — Épargne des ménages et gestion du patrimoine, enquête 1967, par Philippe L'Hardy et Georges Hoffmann.
 — Les vacances des Français en 1969, par Pierre Le Roux.
 N° 7 — Les revenus des ménages en 1965, par Gaston Banderier.

Série R (Régions)

- N° 5 — Statistiques et indicateurs des régions françaises, édition 1970 (D. A. T. A. R. et I. N. S. E. E.)
 N° 6 — L'emploi dans les grands établissements 1962-1967, par Philippe Létouart et Michel Hannoun.